

Ce qui s'est passé hier ne doit plus pouvoir se reproduire.

Nous croyons que la France et la Démocratie ont besoin de paix intérieure; que la crise économique et financière ne saurait être résolue sans qu'intervienne une trêve des partis et qu'il est infiniment dangereux que la France donne le spectacle de divisions qui sont plus apparentes que réelles.

Mais pour obtenir cet apaisement des esprits, nous avons l'ardente conviction qu'il faut unir en une même volonté de « servir » toutes les forces spirituelles et morales du Pays.

Femmes et mères, nous avons, tant au Foyer qu'en dehors de lui, une indiscutable et profonde influence, et c'est cette influence morale et pacificatrice que nous mettons aujourd'hui, par votre intermédiaire, Monsieur le Président, au service de la Patrie.

Pour le Conseil des Femmes : Mmes Avril de Sainte-Croix et Pichon-Landry.

Pour l'Union Française pour le suffrage des Femmes : C. Brunschvicg.

Pour l'Union Féminine pour la Paix et la S.D.N. : G. Malaterre-Sellier.

✽

Deux jours plus tard la FÉDÉRATION NATIONALE DES FEMMES, association qui, à maintes reprises, a protesté contre la neutralité politique des associations féminines, a envoyé de son côté au Président de la République une lettre dont nous extrayons ce qui suit :

Le gouvernement du 6 février, maintenant démissionnaire, a répandu le sang français et jeté, avec la dernière lâcheté, des hommes armés contre des hommes désarmés. Il a accueilli par une salve de mitrailleuses les glorieux anciens combattants défilant aux accents de la Marseillaise.

Les sauveurs de la patrie et l'ardente jeunesse française, qui manifestaient en toute dignité, ont été fauchés dans une lutte fratricide. Contre un crime aussi gratuit, la Fédération nationale des femmes s'élève avec horreur au nom des principes d'humanité et de paix véritable qu'elle a toujours préconisés.

✽

Enfin le 11 février la LIGUE POUR LE DROIT DES FEMMES a adressé aux femmes un appel qui résume son programme d'action :

Reviser la Constitution;
Réformer les mœurs parlementaires, éliminer les éléments tarés, à quelque parti qu'ils appartiennent;

Démasquer les scandales, rechercher les fautes, châtier sévèrement les coupables, quelle que soit leur situation sociale;

Pratiquer une profonde réforme administrative, seule garantie de l'équilibre réel du budget;

Déterminer, par des mesures économiques et législatives, la réduction progressive et rationnelle du coût de la vie;

Rechercher un système d'entente internationale pour conjurer la crise mondiale et enrayer le chômage;

Travailler à l'organisation de la paix tant à l'intérieur qu'à l'extérieur;

Etablir enfin un véritable gouvernement démocratique par la collaboration des hommes et des femmes afin d'assurer le triomphe d'une République propre et honnête.

✽

Ajoutons que nous avons nous-mêmes reçu, soit de membres parisiens, soit de groupes départementaux, des lettres et ordres du jour si différents que nous ne pouvons qu'en résumer les tendances.

Tout d'abord une de nos lectrices nous demande de lui dire s'après enquête il y eût vraiment des mitrailleuses place de la Concorde (et en fait il n'y en eût point). D'autres insistent pour que nous protestions avec elles contre les fusillades du 6 février : bien volontiers nous répétons que les gardes mobiles ont manqué de sang-froid en tirant à balle au lieu de tirer à blanc, contre une foule plus irritée que dangereuse, et tous nous devons regretter que les responsables n'aient pas utilisé, comme en certains pays, des projecteurs ou autres procédés désagréables pour les manifestants, mais qui ont au moins le mérite de repousser une foule sans causer de morts.

Une de nos amies nous demande enfin de faire remarquer que ceux-là même qui s'émouvent des coups de feu tirés place de la Concorde (ne devrait-on pas l'appeler maintenant, place de la Discorde?) sont parfaitement insensibles aux répressions exercées le lendemain place de la République par les mêmes « défenseurs de l'ordre ». L'indignation de l'opinion, nous écrit-on, cesserait-elle donc quand les émeutiers sont des ouvriers? N'auraient-ils pas eux aussi le droit d'exprimer leur opinion? Ce qui nous permet de conclure que dans les associations comme les no-

tres il est indispensable, pour que les membres restent unis, de n'émettre aucune résolution tendancieuse ou d'inspiration politique. Nous croyons donc avoir rempli notre devoir de bonnes françaises et de dirigeantes responsables de l'union en cherchant uniquement, dans une heure grave, à faire appel au calme et à l'apaisement. L'état de surexcitation actuelle des esprits ne permet pas de prévoir ce que nous réservent les jours à venir. Quoi qu'il en soit demeurons résolues à maintenir l'union de toutes, non seulement dans l'intérêt de la cause féminine, mais surtout — et avant tout — dans l'intérêt supérieur du Pays.

C. Brunschvicg

Manifestes féminins

Les événements tragiques de la semaine dernière ont provoqué de la part des organisations féminines des réactions symptomatiques. L'UNION FRANÇAISE POUR LE SUFFRAGE DES FEMMES, le CONSEIL NATIONAL DES FEMMES ET L'UNION FÉMININE POUR LA S.D.N. ont les premières pris l'initiative de remettre, le jeudi 8 février, au Secrétaire Général de l'Élysée la lettre suivante :

Monsieur le Président,

Vous avez affirmé en maintes circonstances votre volonté de vous placer au-dessus des intérêts des partis politiques pour chercher toujours et avant tout le véritable intérêt de la France.

Les femmes et les mères que nous présentons sentent en cela leur parfaite communion de pensée avec vous. Elles ont éprouvé la plus profonde douleur en voyant que les divisions intestines du Pays et du Parlement ont abouti à cet atroce résultat de jeter des Français les uns contre les autres en une lutte fratricide.

1934-17-02
n° 1097